

Contre l'état d'urgence sanitaire, pour un libre confinement

Depuis le 17 mars, nous sommes confinés, contraints de rester à la maison et incités à éviter toute interaction. Dans notre monde gouverné par les flux, le coronavirus s'est répandu sur l'ensemble de la planète en un temps record. En deux mois, il a causé près de 120 mille morts officiels et les hôpitaux des pays les plus « développés » se sont submergés par un flux continu de malades. Faire barrage à cette pandémie en va effectivement de notre responsabilité collective. C'est donc à partir de ce fameux 17 mars, lorsque les autorités ont décidé de prendre au sérieux ce virus, qu'elles ont aussi décidé « de partir en guerre », selon les dires du président Macron. Ce que l'on constate au final, c'est que les logiques restent identiques, les guerres sont avant tout menées contre les sans-papiers, les sans abris, les personnes racisées et les pauvres, tandis que tous les efforts sont concentrés pour maintenir le système économique à flot (des milliards d'euros pour les entreprises, aménagement en télétravail, tolérance à la contamination pour Amazon etc).

Depuis le 1er jour du confinement, on doit se préparer à être contrôlés partout, à tout moment et il faut rendre compte de l'ensemble de nos faits et gestes par des attestations bidons. Près de 500 000 amendes ont déjà été distribuées. La cyber-attestation place chacun et chacune dans la possibilité d'être surveillé.e à tout instant.

La hausse de la mortalité sur certains territoires atteste de la logique infâme de sélection naturelle de classe que suivent les stratégies répressives de l'Etat. Rien qu'en Seine-Saint-Denis, on décompte un pic de mortalité bien plus élevé qu'à Paris. Pourtant, il semble que la police s'acharne à ce qu'un confinement particulièrement strict soit respecté dans ce département : la population est harcelée par les contrôles de police qui y distribuent plus de 1000 amendes par jour. L'absence de témoins et de protestation dans les rues permet à la flicaille de laisser libre cours à ses envies sadiques et racistes.

Le samedi 4 avril la police a grièvement blessé une petite fille de 5 ans, d'un tir de LBD dans la tête lors d'un de ses raids punitifs dans les Yvelines. Le mercredi 8 avril, à Béziers, un homme de 33 ans est mort suite à une interpellation musclée pour "non respect du couvre feu".

Le 18 avril à Villeneuve la Garenne, un flic s'amuse à ouvrir brusquement sa portière au moment du passage d'un jeune à moto et lui brise le fémur. Cette fois-ci c'est trop, les banlieues s'embrasent, les nuits d'émeutes s'enchaînent.

L'état est bien en guerre, mais pas seulement contre le virus.

Approuver la nécessaire mise en place de mesures collectives comme barrage à la pandémie ne doit pas nous empêcher de critiquer les graves abjections de la police, ni les mesures répressives mises en place à la suite de l'instauration de l'état d'urgence sanitaire le 23 mars dernier. Ayant officiellement pour but de faire face à l'épidémie de covid-19, ce nouvel état d'exception a permis de mettre en place un ensemble de dispositifs de restrictions des droits et libertés en dotant le gouvernement d'un large pouvoir liberticide à légiférer par ordonnance. On peut prendre à titre d'exemple l'instauration du délit de « violation réitérée du confinement », qui condamne à jusqu'à 3 ans d'emprisonnement et 3750 euros d'amende ceux qui n'ont pas eu à plusieurs reprises un motif « valable » pour sortir.

De plus, l'état d'urgence sanitaire a été une parfaite aubaine pour instaurer toute une flopée de réformes néolibérales et d'offensives policières contre tout ce qui cherche à contredire ou à échapper à leur ordre. Petit florilège non exhaustif :

- Les 60h de travail par semaine ont été rendues légales par Muriel Pénicaud, et ce « pour une durée indéterminée », poursuivant là un ouvrage méthodique de casse du droit du travail dans le but très clair de rendre tout.e travailleur.e corvéable à merci. Il est assez clair que sans une lutte féroce cette durée indéterminée ne prendra jamais fin. De la même manière, il est assez clair pour nous qu'il ne faudra pas attendre l'hypothétique annonce d'une fin de limitation du nombre de personnes autorisées à se rassembler pour nous retrouver en nombre dans la rue.- Le 8 avril dernier, la Zad de la Dune à Bretignolles sur Mer en Vendée a été expulsée sur ordre de la préfète, tandis qu'à l'appel du maire, des riverains sans doute nostalgiques du régime vichyste brûlaient les cabanes et habitations. Le confinement garantissant l'absence d'une mobilisation de

soutien, l'occasion pour eux était trop belle.

- Le ministère de l'Agriculture a permis que les distances de sécurité entre les habitations et les pulvérisations de pesticides soient réduites au minimum possible. Prenant le prétexte du Covid-19 pour se passer des concertations usuelles, dont on sait déjà habituellement qu'elles sont une véritable farce.

- L'Agence Régionale du Grand Est, en pleine crise sanitaire, a annoncé la suppression de 147 lits et 598 postes au CHRU de Nancy. Alors que le Grand Est est l'épicentre en France de la pandémie, elle affiche ainsi publiquement la continuation du mépris dont font l'objet les travailleur-euses de la santé et la destruction de l'hôpital public, sans lequel les plus démunis meurent de maladies dont les riches se paient le luxe de pouvoir se soigner.

- La 6ème des 25 ordonnances d'urgence censées lutter contre la propagation du Coronavirus vise à l'implantation de la 5G sur le territoire, en permettant de se passer des contre-pouvoirs qui étaient encore possibles (municipalités, Agence nationale des fréquences). On ne voit pas en quoi la 5G soigne les malades du coronavirus. Par contre on sait quels dommages elle peut porter à des êtres vivants, et quelles caisses elle peut remplir: celles des géants de la télécommunication et de la cybernétique.

Si le confinement est une nécessité sanitaire, il est aussi une injonction autoritaire de l'état.

Ici à Marseille, depuis nos réseaux militants attentifs aux questions de justice sociale et actifs dans les rues et les quartiers, nous avons vu cette supercherie dès les premiers jours de confinement. Face au constat de la nécessité qu'affrontent des laissés-pour-compte, nous ne sommes pas restés sagement chez nous, nous avons fait le choix d'agir, plus encore qu'avant.

Depuis le 17 mars, il s'est mis en place un vaste réseau autonome de récupération d'invendus, de dons et de redistribution. Chaque soir lors de maraudes autogérées, une centaine de repas chauds sont distribués à ceux et celles qui dorment dans la rue. Chaque semaine, dans le centre ville comme dans les quartiers nord ont lieu plusieurs « marchés rouges autogérés » (points de don et de redistribution gratuite), où viennent se ravitailler entre 200 et 300 personnes. Des distributions à domicile sont organisées dans les quartiers où les gens peinent à se déplacer. Des cagnottes ont été créées pour inviter ceux et celles qui le peuvent à partager avec celles qui ne sont pas éligibles au chômage partiel. Il y a aussi des appels à dons de produits d'hygiène qui ont été lancés pour celles et ceux qui n'ont pas les moyens de s'en acheter.

Nous savons aussi par les réseaux sociaux que de nombreuses initiatives autonomes de solidarité se développent dans nombres d'immeubles de nombreuses villes de France et du monde. Si la solidarité qui s'est mise en place est déjà formidable elle ne demande qu'à grossir encore et devenir un automatisme de vie!

- Le 10 avril, lors d'un "marché rouge" au local el Manba, où pas loin de 200 personnes sans revenu viennent se ravitailler gratuitement, les services de police ont verbalisé et intimidé les camarades qui faisaient la distribution. Ils ont également menacé de faire fermer le marché ainsi que l'association. Ce genre de répression montre encore une fois la parfaite hypocrisie gouvernementale : ils appellent à la solidarité tout en réprimant toute initiative qui échappe au contrôle institutionnel.

De plus, il est consternant de constater l'écart entre l'insistance des autorités quand à la solidarité peu d'argent ou de moyens alloués depuis le début du confinement aux structures d'aides. Le gouvernement est hypocrite, sa police nous menace mais unis, nous ne nous laisserons pas intimider.

En effet, il nous est impossible de respecter scrupuleusement les règles du confinement, de rester cloîtrés devant Netflix, en constatant la guerre que les autorités livrent dehors. Face au gouvernement qui s'octroie le droit de juger qui peut encore sortir et pour quel motif, nous jugeons qu'il est nécessaire d'organiser des réseaux de solidarité et d'entraide à la hauteur de la situation. Si nous bravons les lois du confinement en sortant dans la rue pour nourrir la solidarité, nous veillons à le faire avec soin, pour ne pas répandre la contamination. C'est ce « soin » lui-même qui nous

pousse à sortir. Penser le confinement libre c'est faire l'hypothèse qu'il nous est possible de se donner les moyens de mesurer collectivement et singulièrement les risques à prendre ou ne pas prendre, d'évaluer les situations afin de pouvoir s'organiser ensemble.

Si comme l'a dit Macron, «il y aura un avant et un après», si la France et le monde sortent transformés de cette épidémie, il convient aussi pour nous de ne pas se laisser ronger par la peur et de prendre en main le monde d'après. Tandis que les institutions sont en crise, à nous de construire depuis cette situation des réseaux d'autonomisation qui nous permettront de sortir la tête haute de cette situation périlleuse. Au final, il ne conviendra pas seulement de demander des comptes, mais aussi de revendiquer des zones d'autonomie et de les renforcer. Ainsi que de soutenir ceux que l'Etat a méprisé et mis en danger dans sa volonté criminelle de sauver l'économie : soignant.e.s, travailleur-euses des grandes surfaces, ouvrier-ères forcées à continuer à leurs activités, coursier-ères, facteurices, travailleur-euses du sexe, travailleur-euses sans papiers, personnes sans ressources, personnes âgées.

Solidarité avec toutEs les camarades qui sont dans les mêmes dynamiques partout en France et dans le monde ainsi que ceux qui subissent l'oppression de leur confinement autoritaire en plus du corona. Contre leurs états d'exception et leur économie de guerre renforçons nos défenses solidaires et autonomes.

Vivement notre retour rageur dans les rues.

Collectif El Manba soutien migrants 13/ Collectifs habitants Maison blanche/ Collectif 5 novembre/ Assemblée de la plaine/ Brigada de solidaritat populari marseille / Manifesten/ Dar la Mifa/ Maison du peuple Marseille/Précaires déters 13/ Squales Marseille